

Journées d'étude de l'Acireph sur la démocratie (16 et 17 novembre 2018)

L'Acireph a organisé ses journées d'études annuelle les 16 et 17 novembre 2018, sur la question : "Qu'appelons-nous démocratie ? Ces journées sont ouvertes à tous ceux que les questions de l'enseignement de la philosophie intéressent, et s'adressent tout particulièrement aux professeurs de philosophie, débutants ou expérimentés, qui souhaitent réfléchir collectivement à leur pratique, pour s'emparer des questions posées par leur métier.

I) Présentation

L'actuel programme de philosophie fixe aux enseignants l'objectif ambitieux de "former des esprits autonomes, avertis de la complexité du réel et capables de mettre en œuvre une conscience critique du monde contemporain" (B.O. du 19 juin 2003). Éminemment politique, la fonction du professeur de philosophie dépasse donc la simple transmission de compétences scolaires et répond au besoin social de former les individus à la citoyenneté. L'âge des élèves de Terminale, qui est aussi celui du premier vote, et la présence dans le programme de notions telles que "La politique", "La société et l'État", conduisent à interroger la manière dont nous inscrivons la réflexion menée en classe dans le contexte d'une fragilisation des sociétés démocratiques au sein de la plupart des pays développés. C'est pourquoi ces journées se proposent de répondre aux enjeux auxquels font face les professeurs de philosophie, mais aussi tous les enseignants responsables de l'Éducation Morale et Civique (EMC), désireux de réfléchir avec leurs élèves aux thématiques de la représentation, de la souveraineté populaire, du débat et des régimes de vérité en démocratie, en évitant de se faire les complices d'une propagande idéologique.

Nos régimes se définissent eux-mêmes comme démocratiques, mais fonctionnent en réalité de manière représentative. Y a-t-il incompatibilité entre démocratie et représentation ? Que faire par exemple de cette affirmation de Rousseau (Du contrat social, III, 15), d'après laquelle "les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi. Le peuple Anglais pense être libre, il se trompe fort ; il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien." ?

Avons-nous à choisir entre une approche philosophique légitimant nos institutions politiques et une perspective critique invitant nos élèves à les contester, voire à les subvertir ? Faut-il articuler nos cours de philosophie politique avec les enjeux du monde contemporain ? Comment le faire ? Qu'ont à nous dire les recherches récentes sur la notion de démocratie ? Faut-il renouveler notre approche philosophique du politique pour mieux former nos élèves ?

Telles furent les questions abordées au cours de ces journées d'étude. Une place a également été faite à la démocratie telle qu'elle se pratique dans la classe, au-delà de l'élection ponctuelle de

délégués. Enfin, dans le contexte de l'actuelle réforme du lycée, furent discutés les futurs programmes de philosophie, ainsi que les épreuves du baccalauréat : comment relever le défi de la démocratisation ?

Annexe

Document (format PDF) : [le programme](#)